



L'implication du droit chinois de la protection sociale pour les contrats de travail en Chine

Mélanie ATINDEHOU-LAPORTE 乐美兰

Avocate collaboratrice chez Eversheds Sutherland (France) LLP

8 place d'Iéna

75116 Paris

melanie.atindehou@gmail.com

07.85.28.59.44



Introduction

La dualité de la protection sociale chinoise

Le système du HUKOU

La zone rurale

La zone urbaine

Assistance sociale

Assistance sociale

Secteur privé

Secteur public

1^{er} pilier :
la sécurité sociale

2nd pilier :
les assurances privées

Les assurances privées

Le champ de la notion de protection sociale en RPC

1 ^{er} pilier : la sécurité sociale		2 nd pilier : les assurances privées
L'assistance sociale	Les assurances sociales dites du travail 社会保险	Les assurances privées
<p>En zone urbaine</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ The urban social pension insurance for urban residents ▪ The social health insurance for urban residents <p>En zone rurale</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ The new rural social pension insurance ▪ The new health insurance for rural residents 	<p>Les 5 assurances "五险".</p> <p>Basic Pension Insurance is "基本养老保险" jibenyanglaobaoxian</p> <p>Basic Health Insurance is "基本医疗保险" jibenyiliaobaoxian</p> <p>Work-Related Injury is "工伤保险" gongshangbaoxian</p> <p>Unemployment Insurance is "失业保险" sheyebaoxian</p> <p>The Chinese term of Maternity Insurance is "生育保险" shengyubaoxian</p>	<p>Contrats individuels</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ santé ▪ retraite <p>Les contrats collectifs dits de groupe souscrits par les entreprises pour le bénéfice de leurs salariés</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ santé ▪ prévoyance ▪ retraite

Le droit fondamental d'accès à la sécurité sociale

Plusieurs articles sont visés par la Constitution.

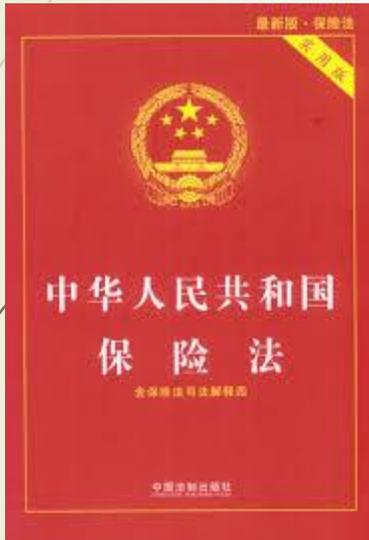
L'article 45 de la Constitution de la République Populaire de Chine amendée le 14 mars 2004 dispose que :

« (1) Les citoyens de la République Populaire de Chine ont le droit à l'assistance matérielle de l'État et de la société quand ils sont **âgés, malades ou handicapés**. L'État développe les assurances **sociales, l'aide sociale, et les services médicaux et de santé** qui sont requis pour permettre aux citoyens de bénéficier de ces droits.

(2) L'État et la société assurent les **moyens de subsistance** des membres handicapés des forces armées, fournissent une pension aux familles des martyres, et donnent un traitement préférentiel aux familles du personnel militaire.

(3) L'État et la société **facilitent le travail**, les moyens de subsistance, et l'éducation des personnes aveugles, sourdes et muettes et autres citoyens handicapés. »

La loi nationale des assurances sociales

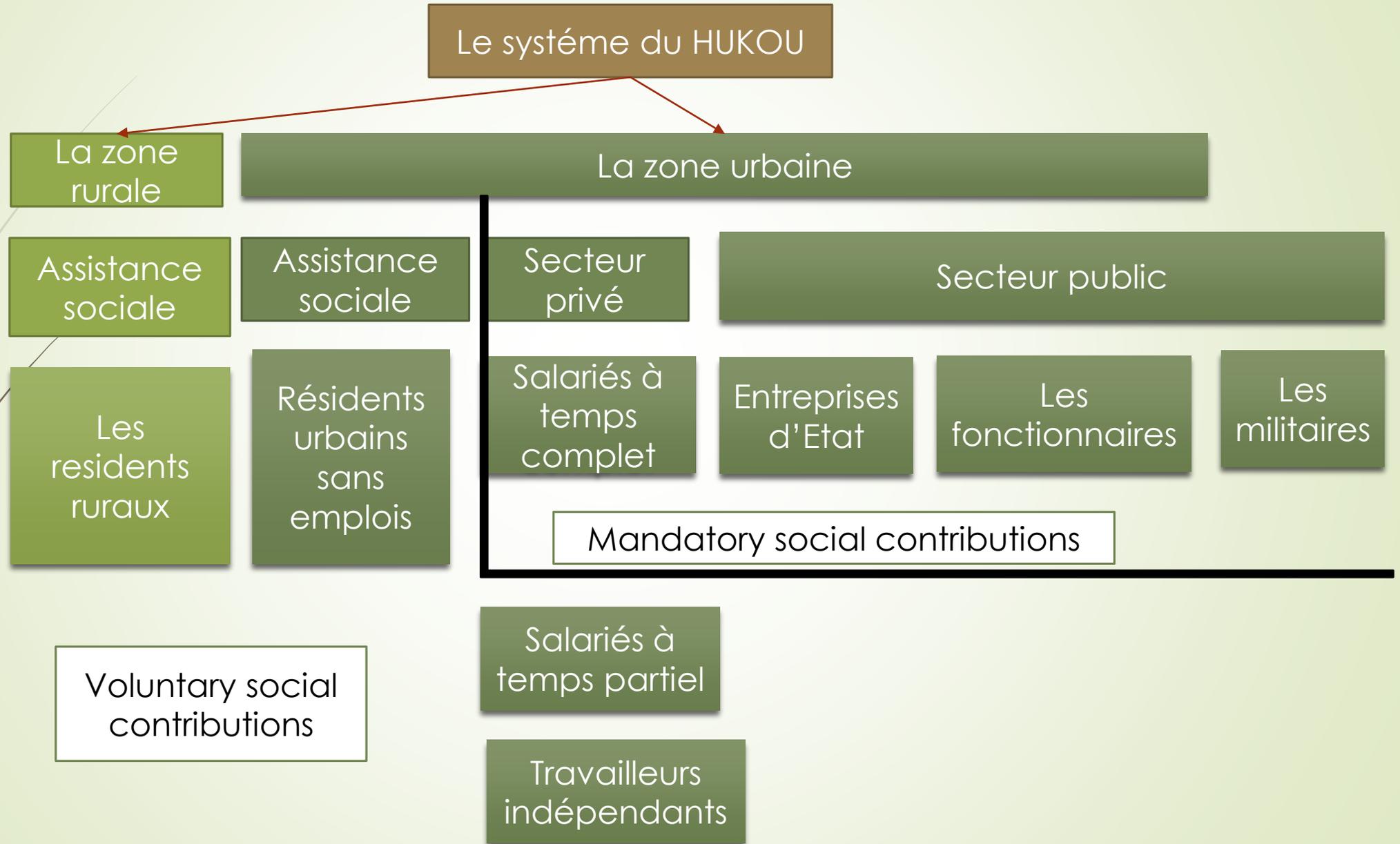


Article 3 : Le système d'assurance sociale adhère aux principes de la couverture élargie, de la protection basique, multi-niveaux et de la durabilité, et le niveau de l'assurance doit correspondre au niveau du développement économique.

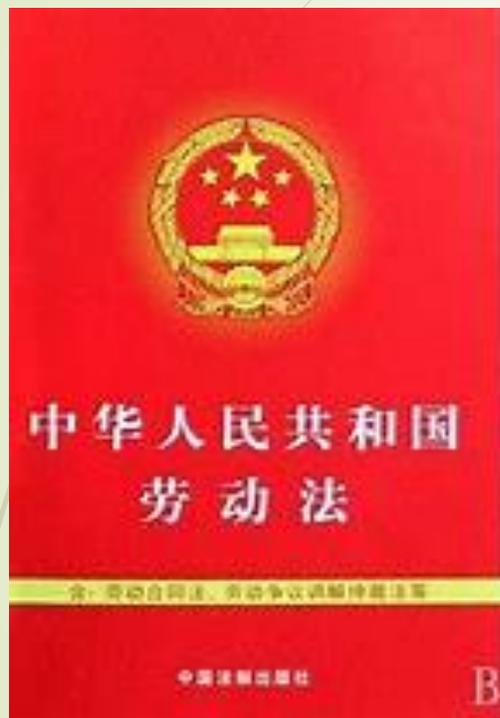
Article 95 : « Les résidents ruraux travaillant en zone urbaine doivent participer aux assurances dites du travail de la zone urbaine, conformément aux dispositions de cette loi ».

Article 97 : « Les étrangers travaillant sur le territoire de la République Populaire de Chine, doivent participer aux assurances dites du travail de la zone urbaine, conformément aux dispositions de cette loi ».

L'impact de la loi des assurances sociales chinoise sur tous les emplois



Les lois nationale du droit du travail



N'oubliez pas de vérifier les autres dispositions législatives

- Other national law : Employment law



- Provincial legislation



- Municipal legislation



- District legislation



- Company level : negotiation between trade unions and the employer



Les contrats de travail

La définition du contrat de travail selon la loi nationale des contrats de travail



- **Article 3** énonce les principes généraux du contrat de travail.
- Les relations contractuelles sont définies à l'**Article 8**.
- **Article 10** : « pour établir une relation contractuelle, un contrat de travail écrit doit être conclu. Dans l'hypothèse où, un contrat de travail ne serait pas conclu au début de la relation contractuelle alors un contrat doit être conclu dans le mois suivant la date de début de l'exécution du contrat de travail par le salarié au sein de la Société, employeur.
- Dans l'hypothèse où, l'employeur n'aurait pas conclu de contrat de travail écrit alors les dispositions relatives :
 - aux contrats collectifs,
 - le principe à salaire égal travail égal (**Article 11**) doivent être appliquées.

Les clauses obligatoires dans un contrat de travail

Article 19 de la loi sur le travail du 27 août 2009

- La durée du contrat de travail ;
- (2) Le contenu du travail à effectuer ;
- (3) La sécurité au travail et ses conditions d'application ;
- (4) **La rémunération** ;
- (5) Les règles disciplinaires de l'entreprise ;
- (6) Les conditions de rupture du contrat de travail ;
- (7) Les responsabilités en cas d'irrespect des stipulations du contrat de travail. Le contrat de travail peut également contenir toutes les autres clauses que les parties auront jugées nécessaires en plus de celles susmentionnées.

En pratique ?

Quand est-ce que l'employeur paie des cotisations sociales ?

Limitations provinciales

Montant minimum sur lequel on ne prélève pas de cotisations sociales : 60% du salaire moyen au niveau de la province

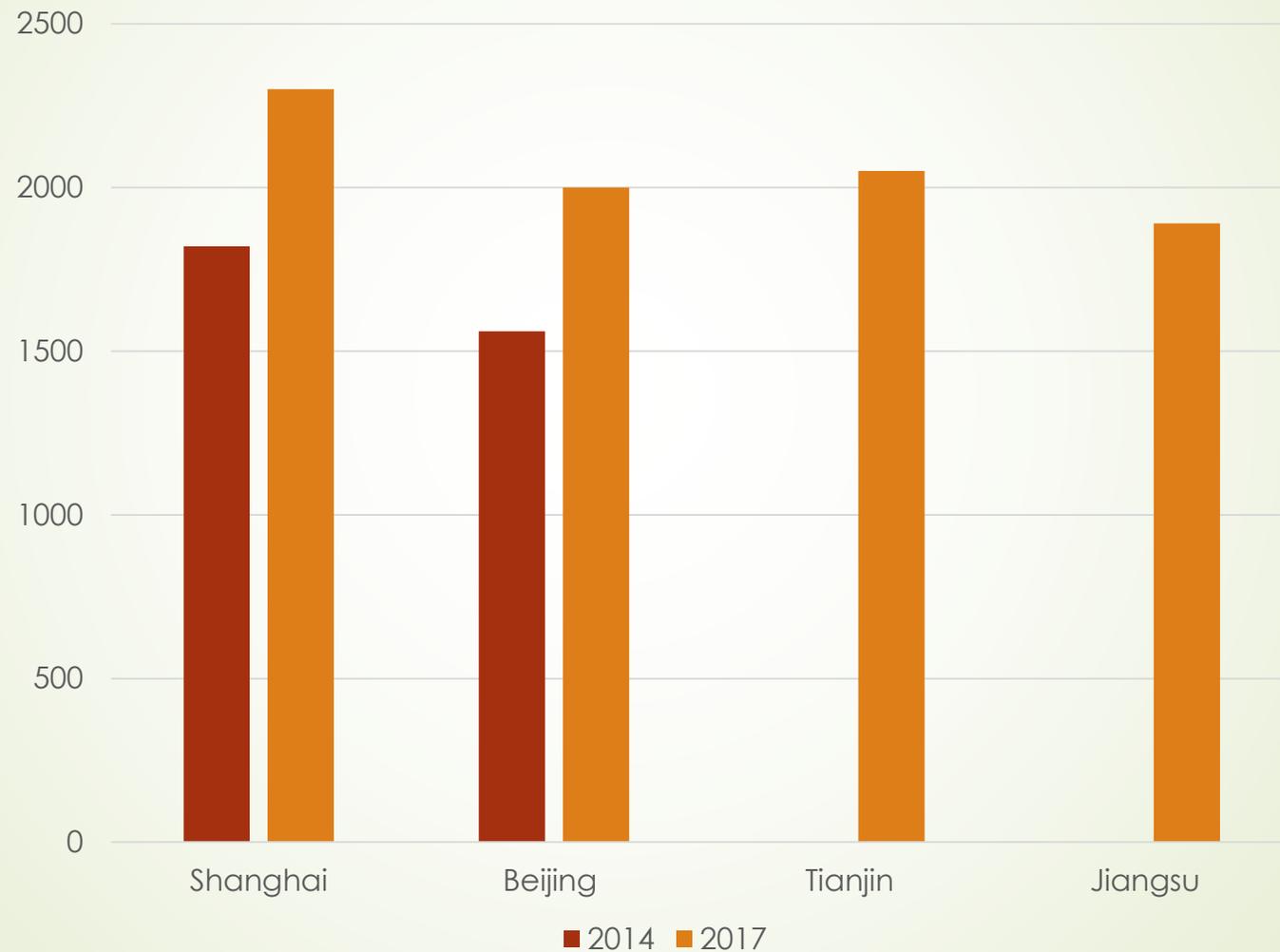
>2 418 RMB

Salaire du salarié

Montant maximum sur lequel les cotisations sociales sont prélevées : 300% du du salaire moyen au niveau de la province

<12 093 RMB

Les 4 principales provinces ayant le salaire minimum le plus haut



Les taux de cotisations sociales moyens au niveau national

Table 1 Average Percentage of Social Contributions at National Level

	Cotisations patronales	Cotisations salariales
Assurance santé	6% du salaire du salarié	2% du salaire du salarié
Assurance vieillesse	20% de la masse salariale – (of total income of the company)	8% du salaire du salarié
Assurance maternité (Article 53 of the Social Insurance Law)	1% du salaire du salarié	Non-applicable
Assurance chômage	1% du salaire du salarié	0,5% du salaire du salarié
Assurance accident du travail (Article 33 of the Social Insurance Law)	Dépend de l'activité de la Société taux de cotisations maximal de 1%	Non-applicable
Fond logement	5% du salaire moyen dans la Société	Inconnu en principe non-applicable

Source: 中华人民共和国社会保险法配套解读与案例注释第二版2015年中国法制出版社 ; 中华人民共和国涉水保险法 (案例应用版) Cases and practical application 立案·管辖·证据·裁判·2015年·中国法制出版社 °



Quelles sont les difficultés pratiques lorsqu'on recrute un salarié ?

- Quels sont les bons réflexes à avoir ?
- Est-ce qu'il existe des clauses particulières pour les expatriés / détachés ?
- Quels sont les avantages donnés aux salariés en plus du minimum legal ?
- Dans quelle langue dois-je rédiger mon contrat de travail ?
- Dois-je mettre le tampon de l'entreprise sur toutes les pages ?

Le deuxième pilier de la protection sociale : les assurances privées

	Les contrats individuels	Contrat collectif du secteur public	Contrat collectif du secteur privé
Assurance vieillesse	Compétition avec l'épargne	"Enterprise Annuity contract"	Souscription marginale
Assurance santé	Pilot project MOF, [2015] CIRC	Commun	Commun
Prévoyance	Souscription marginale	Souscription marginale	Souscription marginale



**Avez-vous bien écouté ?
Et, si on le vérifiait en anglais ?**

Case No.1: Chinese employment contract

- ▶ You are working in a lawfirm just after graduating from your LLM at Zhejiang University. Your boss is giving your first case which is to review a Chinese employment contract. There is missing information

This Contract ("Contract") is made and entered into on October 24, 2019 by and between:

The Employer ("Party A")

Name : Shanghai Company

Legal representative (main responsible person):

Economic type: Wholly Own Foreign Enterprise.

Mailing address: Shanghai, PRC

Contact number:

AND

The Employee ("Party B")

Name :

Identity card number:

Residential address: Anhui Province, PRC.

Mailing address:

Contact number:

Party A and Party B shall hereinafter be referred to individually as a "Party" and collectively as "the Parties."

In accordance with the Law of the People's Republic of China, the Contract Law of the People's Republic of China and other relevant regulations of the State and Shanghai Municipality as well as the principles of legality, and voluntariness, consensus and good faith, the Parties agree to enter into this Contract and abide by the terms as set forth below

- 
- **Article 1:** Term of the Contract
 - **Article 2:** Work Place
 - **Article 3:** Scope of Work
 - **Article 4:** Work Schedule, Rest and Vacation
 - **Article 5:** Labour Discipline, Rules and Regulations
 - **Article 6:** Salary
 - **Article 7:** Social contributions and staff welfare
 - **Article 8:** Labor Protection, Working Conditions and Protection against Occupational Hazards
 - **Article 9:** Confidentiality
 - **Article 10:** Intellectual Property Rights
 - **Article 11:** Amendments and Termination
 - **Article 12:** Labor Dispute
 - **Article 13:** Signature



Case No. 2

- ▶ Nina is a newly arrived French girl.
 - ▶ She immediately falls in love with Shanghai.
 - ▶ She thinks that she will spend her life in China. She is wondering about her pension.
-
- ▶ As a foreigner can she access Chinese social security rights?

Case No. 3: My employee had a work-related injury





Case No.4

- ▶ LIN Andong moved to Shanghai, on January 2nd, 2019.
- ▶ He comes to your law firm to ask you for advice: His new employer withheld hukou from him. He will give it back to him for Chinese New Year 2020. His employer told him that *“he should be happy because he officially transferred his hukou to Shanghai”*.
- ▶ LIN Andong informs you that he earns 1 750 RMB per month, and his employer refuses to pay his social contributions.
- ▶ What do you tell him?
- ▶ How much should the employer pay him, every month?



Merci de votre attention !

Mélanie ATINDEHOU-LAPORTE 乐美兰

8 place d'Iéna

75116 Paris

melanie.atindehou@gmail.com

07.85.28.59.44